

TABLE DES MATIÈRES

<i>Remerciements</i>	vii
<i>Avant-propos</i>	ix
<i>Foreword</i>	xv
Partie 1- Introduction	1
Partie 2- Innovations réglementaires américaines et européennes et réflexions canadiennes : une comparaison	19
Chapitre 1- La situation américaine : des innovations récentes	21
Section 1- Le Maryland : l'État pionnier de la <i>Benefit Corporation</i>	22
Section 2- Le Delaware : la consécration pour la <i>Benefit Corporation</i>	31
Section 3- La Californie : le choix de la <i>Social Purpose Corporation</i>	35
Chapitre 2- La situation européenne : une diversité plus ancienne	43
Section 1- La Belgique : la société à finalité sociale	44
Section 2- Le Royaume-Uni : la <i>Community Interest Company</i>	48
Section 3- La France : la société coopérative d'intérêt collectif et la loi relative à l'économie sociale et solidaire	54
Chapitre 3- La situation canadienne : une ébauche	61

Section 1- L'évolution législative dans certaines provinces : principales caractéristiques.	61
§ 1-L'importance d'un objectif communautaire	62
§ 2- La restriction au versement de dividendes.	63
§ 3- Le verrouillage des actifs	65
§ 4- Les autres caractéristiques	66
Section 2- Les discussions en cours	69
§ 1- Le projet de loi M 216 en Colombie-Britannique : vers une <i>Benefit Company</i> ?	69
§ 2- Une simple consultation au fédéral : <i>what else</i> ?	73
Partie 3- Approche critique : la réglementation en question	79
Chapitre 1- Les éléments statistiques : la société hybride comme réponse à une demande entrepreneuriale et du marché ?	81
Section 1- L'essor des structures et des législations	81
Section 2- L'ISR en relais	88
§ 1- Des chiffres révélateurs	88
§ 2- Un cadre juridique en émergence	92
A- La déclaration de prise en compte... ou de non- prise en compte.	94
B- L'obligation de prise en compte : l'illustration française	99
Chapitre 2- Une réflexion sur la nécessité et la nature d'une intervention législative	105
Section 1- Un droit nécessaire ?	105

§ 1- Une normativité de la RSE sans le relais du droit ?	106
§ 2- Un droit existant... mais questionnable	115
Section 2- Les enseignements du débat sur la définition de l'intérêt social	120
Section 3- L'expérience américaine des <i>Constituency Statutes</i>	133
Section 4- La transparence extrafinancière : une sanction réputationnelle en construction	149
Chapitre 3- Des interrogations et des incertitudes sur les choix opérés aux États-Unis et en Europe	163
Section 1- Quelles sont les conséquences de la violation d'une inscription statutaire ?	164
Section 2- Les effets incertains de la déférence judiciaire	170
§ 1- La présentation de la règle de l'appréciation commerciale	170
§ 2- La pertinence discutabile d'une réglementation concernant les entreprises hybrides	178
Partie 4- Conclusion	183
Postface	197
Annexe- Synthèse comparative des entreprises hybrides	199
Bibliographie	207
Table de la législation	263
Table de la jurisprudence	275
Index analytique	285